

Note d'analyse

**des coûts d'approvisionnement et hors approvisionnement
dans les tarifs réglementés de vente de gaz naturel
de Régiongaz au 1^{er} Juillet 2014**

28 mai 2014

CONTEXTE ET OBJECTIFS DES TRAVAUX MENES PAR LA CRE	3
PREAMBULE	5
I. PRESENTATION DE LA STRUCTURE DES COUTS DE REGIONGAZ	6
1 PRESENTATION DES ACTIVITES DE REGIONGAZ ET DE LA DISSOCIATION COMPTABLE	6
2 REPARTITION DES NATURES DE COUTS LIES A L'ACTIVITE DE FOURNITURE DE GAZ	6
II. ANALYSE DES COUTS CONSTATES ET PREVISIONNELS DE L'ACTIVITE DE FOURNITURE DE GAZ AUX TARIFS REGLEMENTES DE REGIONGAZ	7
1 COUTS D'APPROVISIONNEMENT	8
1.1 LA FORMULE EN VIGUEUR	8
1.2 EVOLUTION DE LA PART MATIERE EN 2013	8
1.3 PERSPECTIVES D'EVOLUTION DES CONDITIONS D'APPROVISIONNEMENT ET DE LA FORMULE	9
2 COUTS HORS APPROVISIONNEMENT	9
2.1 ANALYSE DES COUTS HORS APPROVISIONNEMENT SUPPORTES PAR REGIONGAZ EN 2013	9
2.2 ANALYSE DES COUTS HORS APPROVISIONNEMENT PREVISIONNELS POUR L'ANNEE 2014 ET LE 1 ^{ER} SEMESTRE 2015	10
2.2.1. COUTS D'UTILISATION DES INFRASTRUCTURES	10
2.2.2. COUTS DE COMMERCIALISATION	10
2.2.3. EVOLUTION DU NOMBRE DE CLIENTS ET DES VOLUMES ASSOCIES	11
2.2.4. CONCLUSION SUR LES COUTS HORS APPROVISIONNEMENT A PRENDRE EN COMPTE DANS LES TARIFS REGLEMENTES AU 1ER JUILLET 2014	11
III. CONCLUSIONS	11

Contexte et objectifs des travaux menés par la CRE

Cadre juridique

L'article L. 445-3 du code de l'énergie dispose que « *Les tarifs réglementés de vente du gaz naturel sont définis en fonction des caractéristiques intrinsèques des fournitures et des coûts liés à ces fournitures. Ils couvrent l'ensemble de ces coûts à l'exclusion de toute subvention en faveur des clients qui ont exercé leur droit prévu à l'article L. 441-1* ».

L'article 3 du décret du 16 mai 2013 modifiant l'article 4 du décret du 18 décembre 2009 relatif aux tarifs réglementés de vente de gaz naturel prévoit que :

« Pour chaque fournisseur est définie une formule tarifaire qui traduit la totalité des coûts d'approvisionnement en gaz naturel. La formule tarifaire et les coûts hors approvisionnement permettent de déterminer le coût moyen de fourniture du gaz naturel, à partir duquel sont fixés les tarifs réglementés de vente de celui-ci, en fonction des modalités de desserte des clients concernés.

Les coûts hors approvisionnement comprennent notamment :

- *les coûts d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel et, le cas échéant, des réseaux de distribution publique de gaz naturel, résultant de l'application des tarifs d'utilisation des infrastructures de gaz fixés par la Commission de régulation de l'énergie ;*
- *les coûts d'utilisation des stockages de gaz naturel, le cas échéant ;*
- *les coûts de commercialisation des services fournis, y compris une marge commerciale raisonnable.*

La méthodologie d'évaluation des coûts hors approvisionnement pour chaque fournisseur est précisée par arrêté des ministres chargés de l'économie et de l'énergie, après avis de la Commission de régulation de l'énergie.

La Commission de régulation de l'énergie effectue chaque année une analyse détaillée de l'ensemble des coûts d'approvisionnement en gaz naturel et hors approvisionnement. Les coûts de commercialisation peuvent être, en cas d'indisponibilité des données, estimés à partir de moyennes. La Commission de régulation de l'énergie intègre notamment dans son analyse les possibilités d'optimisation du portefeuille d'approvisionnement de chaque fournisseur sur la période écoulée. Elle peut proposer aux ministres chargés de l'énergie et de l'économie de revoir la formule tarifaire ou la méthodologie d'évaluation des coûts hors approvisionnement, afin de prendre en compte l'évolution des coûts dans les tarifs. Elle remet au Gouvernement les résultats de cette analyse et les rend publics, dans le respect du secret des affaires, au plus tard le 15 mai. »

Avis de la CRE du 11 avril 2013

La CRE a été saisie, pour avis, par la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie sur ce projet de décret. Dans sa délibération du 11 avril 2013, elle a émis un avis défavorable au 7ème alinéa de l'article 4, qui encadre l'analyse par la CRE des coûts des fournisseurs aux tarifs réglementés de vente de gaz en observant :

« La CRE considère, qu'appliquées à l'ensemble des 24 fournisseurs historiques, elles seraient disproportionnées au regard des objectifs de vérification de l'adéquation des tarifs et de transparence qui viennent d'être rappelés, les 22 ELD représentant moins de 5% des sites alimentés aux tarifs réglementés de vente de gaz en France.

En tout état de cause, une telle mesure supposerait que le fournisseur historique puisse fournir à la CRE ses comptes détaillés. Or, ce n'est pas toujours possible s'il s'agit d'un fournisseur multi-fluides (eau, gaz, électricité, assainissement) ou qui n'a pas établi de comptes séparés pour ses activités de

fourniture et de distribution. En effet, la délibération de la CRE du 7 février 2007 relative aux principes de dissociation comptable applicables aux ELD, qui précise l'article 25 de la loi du 10 février 2000, prévoit que seules les ELD dont le réseau achemine une quantité d'énergie supérieure à 700 GWh doivent tenir des comptes dissociés. L'établissement de la séparation des comptes liés aux activités de fourniture aux tarifs réglementés de vente de gaz de ceux liés aux autres activités pourrait engendrer pour les fournisseurs des coûts disproportionnés au regard des objectifs à atteindre. Seules huit des 22 ELD disposent ainsi à ce jour d'une comptabilité dissociée.

Enfin, compte tenu des limites des ressources dont elle dispose, la CRE n'est pas en mesure de procéder à des audits et des contrôles annuels sur la totalité des 24 fournisseurs. Elle rappelle en particulier que ses effectifs et ses moyens n'ont pas été ajustés au fort développement de ses missions et ses activités depuis 2009, avec la transposition des textes européens du troisième paquet sur l'énergie, la loi sur la nouvelle organisation du marché de l'énergie, et le développement des appels d'offres en matière d'énergies renouvelables.»

Objectifs

Afin d'éclairer ses prochains avis sur l'évolution des tarifs réglementés de Régiongaz, la CRE a procédé à une analyse de ses coûts d'approvisionnement et hors approvisionnement.

Compte-tenu des difficultés exposées dans l'avis du 11 avril 2013, la CRE n'a pas été en mesure de mener ses analyses dans les délais prévus par le décret du 16 mai 2013.

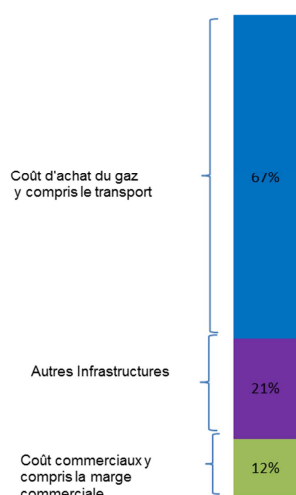
La CRE a adressé à Régiongaz, en date du 11 février 2014, un courrier de lancement précisant l'objectif et le cadre de cet exercice. Les échanges se sont déroulés principalement sur les mois d'avril et mai 2014.

Par cette note, la CRE rend compte des résultats de ces travaux.

NB : certains graphiques sont présentés sans échelle, afin de respecter le secret des affaires.
--

Préambule

En préambule à la présentation des principaux constats effectués lors de ces travaux, le graphique ci-dessous présente, à titre illustratif, les coûts pris en compte dans les tarifs réglementés de vente de Régiongaz en 2013, et leurs parts respectives:

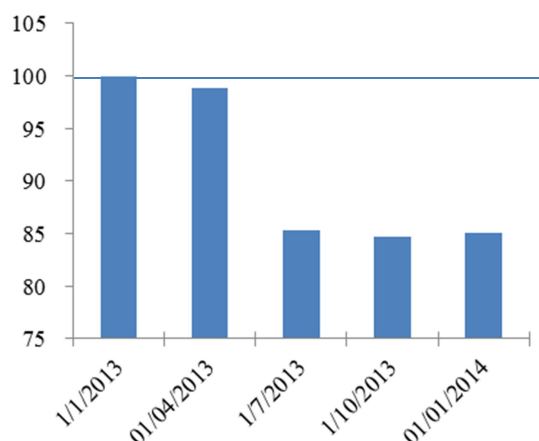


La facture hors taxes aux tarifs réglementés est constituée de trois composantes :

- les coûts d'achat de gaz y compris le transport (ou « matière ») ;
- les coûts d'infrastructure (coûts d'utilisation des réseaux de distribution publique de gaz naturel et des stockages de gaz naturel, le cas échéant
- les coûts de commercialisation des services fournis, y compris une marge commerciale raisonnable.

L'évolution du terme représentant les coûts d'approvisionnement en gaz naturel (composante « matière ») est calculée à partir d'une formule tarifaire.

L'évolution du tarif en base 100 d'un client type B1¹ ayant une consommation moyenne de 17Mwh depuis le 1^{er} janvier 2013 est la suivante :



L'évolution du tarif de Régiongaz est le résultat de l'application de la formule prévue par l'arrêté du 27 juin 2013 pour le calcul de la part matière et de l'application de l'évolution des coûts d'accès au réseau de distribution.

¹ Client avec une consommation annuelle indicative comprise entre 6 et 30 Mwh à usage de chauffage, eau chaude et/ou cuisine individuelle

I. Présentation de la structure des coûts de Régiongaz

1 Présentation des activités de Régiongaz et de la dissociation comptable

Régiongaz a été créé fin 2008, filiale à 100% de Véolia Eau – Compagnie Générale des Eaux.

Depuis le 1^{er} janvier 2010, Régiongaz a repris l'activité de fourniture de gaz naturel exercée par Véolia Eau – Compagnie Générale des Eaux sur le territoire du Syndicat Intercommunal pour l'alimentation en Gaz Naturel des Communes de Huningue, Saint Louis, Hegenhein et Village Neuf.

En 2013, le chiffre d'affaires total de Régiongaz s'élève à 14M€.

Les coûts de l'activité de fourniture de gaz sont établis à l'issue d'un exercice annuel de dissociation comptable, par application en comptabilité analytique de principes reposant sur un système d'imputation directe des charges à l'activité concernée, ou, pour les charges des fonctions support par une application de clés (CA, effectifs, surface) qui permettent une correcte affectation des charges à l'activité concernée.

Les principaux périmètres d'activités dissociés de Régiongaz sont les suivants :

- a) Périmètre historique :
 - la fourniture de gaz aux clients au tarif réglementé;
 - la fourniture de gaz aux clients en offre de marché.
- b) Hors périmètre historique en offre de marché

Régiongaz a transmis à la CRE ses comptes dissociés 2013 le 9 mai 2014.

2 Répartition des natures de coûts liés à l'activité de fourniture de gaz

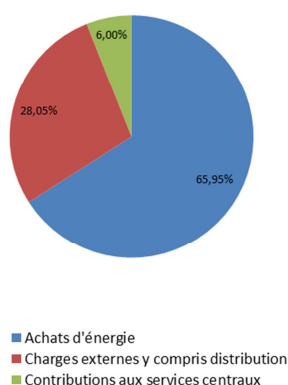
Le chiffre d'affaires lié l'activité de fourniture de gaz aux clients aux tarifs réglementés de Régiongaz s'élève à environ 13 M€ en 2013.

En 2013, Régiongaz fournit en gaz naturel 7 900 clients du Syndicat intercommunal pour une consommation d'environ 250 Gwh.

Les clients B0+3G (B1) représentent 62% des effectifs « clientèle » et 35% de la consommation globale.

Les données ci-après présentent les grands agrégats des charges associés à cette activité.

Charges d'exploitation



Principaux produits d'exploitation :

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires comprend les ventes d'énergie qui représentent la part fourniture des ventes aux clients au tarif réglementé incluant les coûts d'approvisionnement, d'infrastructure, et les coûts commerciaux y compris la marge commerciale.

Principales charges d'exploitation :

Achats d'énergie

Ce poste représente principalement l'achat de fourniture de gaz pour les clients aux tarifs réglementés.

Charges externes

Ce poste comprend la maintenance, les autres services extérieurs et les charges de distribution (coûts d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel) etc.

Contribution des services centraux

Régiongaz n'ayant pas ses propres salariés bénéficie des moyens employés par Véolia Eau pour son activité liée au gaz.

II. Analyse des coûts constatés et prévisionnels de l'activité de fourniture de gaz aux tarifs réglementés de Régiongaz

Dans le cadre de ses travaux, la CRE a demandé à Régiongaz de lui transmettre ses comptes dissociés 2013.

Régiongaz a transmis le 9 mai 2014 des comptes dissociés de son activité « gaz » entre l'activité de fourniture et l'activité de gestionnaire du réseau de distribution.

La CRE s'est appuyée sur ces données comptables pour son analyse présentée ci-après.

1 Coûts d'approvisionnement

Un fournisseur s'est engagé par contrat à approvisionner Régiongaz. La facturation est constituée d'un montant proportionnel aux volumes enlevés des quantités de l'année contractuelle (QAC) sur la base d'une formule dite en « 6-1-3² » qui prend en compte des indices pétroliers et gaziers.

1.1 La formule en vigueur

Au vu des éléments dont la CRE disposait sur l'adéquation de la formule proposée aux coûts, a émis un avis favorable au projet d'arrêté concernant cette formule dans sa délibération du 25 juin 2013.

L'évolution des coûts d'approvisionnement des tarifs réglementés de vente est déterminée en fonction de la formule composée des indices suivants :

$$\Delta FOD\text{€}/t * 0,01079 + \Delta FOL\text{€}/t * 0,01568 + \Delta BRENT\text{€}/bl * 0,06077 + \Delta TTF\text{€}/MWh * 0,25887 + \Delta EURUSD * 1,90944$$

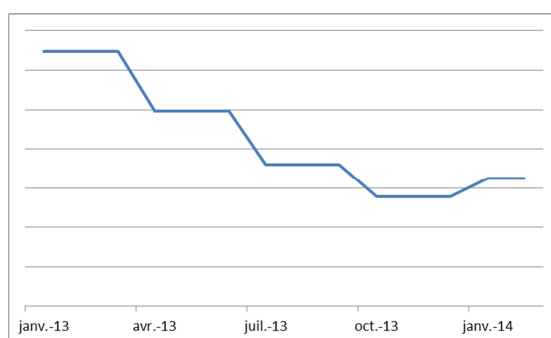
- *FOD€/t représente l'évolution de la cotation du fioul domestique à 0,1 % en € par tonne constatée sur la période de six mois se terminant un mois avant la date du mouvement tarifaire;*
- *FOL€/t représente l'évolution de la cotation du fioul lourd basse teneur en soufre en € par tonne constatée sur la période de six mois se terminant un mois avant la date du mouvement tarifaire;*
- *BRENT€/bl représente l'évolution de la cotation du baril de pétrole en € par baril constatée sur la période de six mois se terminant un mois avant la date du mouvement tarifaire;*
- *TTF€/MWh représente l'évolution de la cotation des contrats futurs trimestriels de gaz naturel en € par MWh constatée sur la période de un mois se terminant un mois avant la date du mouvement tarifaire;*

Cette formule est toujours en vigueur.

1.2 Evolution de la part matière en 2013

La part matière prise en compte dans les tarifs a évolué tous les trimestres, par application de la formule en vigueur.

L'évolution de la part matière appliquée (formule) est la suivante :



L'évolution de la part matière s'explique principalement par la baisse des indices pétroliers durant la période.

² Période de référence des prix observés sur 6 mois pour application sur les 3 mois suivant la décision du mouvement tarifaire

En l'absence de suivi analytique des coûts d'approvisionnement par Régiongaz, la CRE n'est pas en mesure d'apprécier, sur l'ensemble de l'année 2013, l'adéquation des coûts d'approvisionnement estimés par la formule aux coûts réellement supportés.

L'analyse d'un écart éventuel est pris en compte dans l'analyse du résultat total de l'activité de vente aux clients aux tarifs réglementés détaillée dans le § 2.1.

1.3 Perspectives d'évolution des conditions d'approvisionnement et de la formule

Dans le cadre de ces travaux, Régiongaz a produit un avenant à son contrat d'approvisionnement fixant les quantités et les formules de prix pour la période octobre 2014 à septembre 2016.

La CRE relève qu'une révision de la formule tarifaire au 1^{er} juillet 2014 n'apparaît par conséquent pas nécessaire sur la base des informations disponibles à début mai 2014. Au cours du 2nd semestre 2014, il conviendra cependant d'analyser la pertinence d'une révision de la formule.

2 Coûts hors approvisionnement

2.1 Analyse des coûts hors approvisionnement supportés par Régiongaz en 2013

Afin d'apprécier la couverture des coûts supportés par Régiongaz par la vente aux clients aux tarifs réglementés, l'approche retenue par la CRE consiste à analyser les données issues de la comptabilité dissociée et à rapprocher le résultat constaté au résultat théorique, tel que prévu dans les tarifs réglementés au titre de la marge commerciale.

Cette marge est la contrepartie de risques assumés par l'opérateur au titre notamment des aléas liés au risque « volumes ».

Les coûts supportés en 2013 par Régiongaz ont été marqués par :

- une augmentation des coûts d'utilisation des réseaux de transport, pris en compte dans la part fixe du contrat d'approvisionnement ;
- par ailleurs l'application de l'évolution du tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel Véolia-Eau³ de -24,9% a induit une diminution sur les coûts d'utilisation des réseaux de distribution.

L'arrêté du 27 juin 2013 relatif aux tarifs réglementés de vente du gaz naturel de Régiongaz a pris en compte l'ensemble de ses évolutions.

La CRE a procédé à une analyse de la comptabilité dissociée de Régiongaz pour l'exercice 2013. Il ressort de cette analyse que le résultat de l'activité de fourniture aux clients aux tarifs réglementés est conforme à la marge théorique inclus dans les tarifs.

La CRE n'a pas identifié d'écart significatif entre coûts estimés dans les tarifs et coûts supportés par Régiongaz en 2013.

³ Délibération du 25 avril 2013

2.2 Analyse des coûts hors approvisionnement prévisionnels pour l'année 2014 et le 1^{er} semestre 2015

La méthode d'évaluation retenue par la CRE est basée sur l'article 3 de l'arrêté du 27 juin 2013 relatif aux tarifs réglementés de vente du gaz naturel de Régiongaz.

2.2.1. Coûts d'utilisation des infrastructures

L'arrêté du 27 juin 2013 prévoit que *« sont pris en compte, pour la part afférente aux ventes aux tarifs réglementés, les tarifs de distribution fixés par la Commission de régulation de l'énergie et les coûts d'utilisation des infrastructures gazières de transport et de stockage de gaz naturel. Le gaz étant livré aux points d'interface des réseaux de transport et de distribution, les coûts de transport et de stockage font l'objet, pour Régiongaz, d'une facturation par le fournisseur du combustible »*.

Régiongaz a établi ses coûts prévisionnels en prenant en compte les hypothèses suivantes :

- une augmentation des coûts de transport en application de la délibération du tarif d'utilisation du réseau de transport au 1^{er} avril 2014. Ces charges sont comprises dans le contrat d'approvisionnement et impacteront donc le mouvement matière.
- une augmentation des coûts du GRD Véolia-Eau de +0,76%⁴ au 1^{er} juillet 2014 qui induit une hausse sur les coûts d'utilisation des réseaux de distribution de Régiongaz.

L'évolution des coûts d'infrastructure de Régiongaz doit être répercutée dans ses tarifs réglementés au 1^{er} juillet 2014.

2.2.2. Coûts de commercialisation

L'arrêté du 27 juin 2013 prévoit que les coûts commerciaux *«se composent des coûts de gestion de la clientèle, de gestion de l'approvisionnement et de gestion de l'accès aux infrastructures, des coûts des certificats d'économie d'énergie, des coûts des contributions concernant le tarif spécial de solidarité et le biométhane ainsi que d'une marge commerciale raisonnable. Les coûts des contributions concernant le tarif spécial de solidarité et le biométhane sont déterminés à partir des montants des contributions unitaires fixées par arrêtés après avis de la Commission de régulation de l'énergie et font l'objet d'une facturation spécifique. L'évaluation de ces coûts se fonde sur les dernières données observées, corrigées le cas échéant des facteurs d'évolution prévisibles »*.

Dans le cadre de ces travaux, Régiongaz a transmis à la CRE ses prévisions d'évolutions en tenant compte des évolutions du portefeuille.

Au titre de l'année 2014, Régiongaz indique prendre en compte un montant total de ces coûts commerciaux proche du montant constaté en 2013.

La CRE ne dispose pas d'éléments qui la conduiraient à considérer que les prévisions de Régiongaz relatives à l'évolution de ses coûts commerciaux ne sont pas réalistes.

⁴ Délibération de la CRE du 15 mai 2014

2.2.3. Evolution du nombre de clients et des volumes associés

Régiongaz a transmis à la CRE ses hypothèses de prévision de clients et de volumes associés pour les exercices 2014 et 2015.

Dans ses prévisions, Régiongaz prend notamment en compte :

- suppressions de certains tarifs réglementés sur cette période, en particulier concernant les clients ayant un tarif B2S, B2I et GC.
- une baisse des volumes.

La CRE ne dispose pas d'éléments qui la conduiraient à considérer que les prévisions de Régiongaz relatives à l'évolution de ses volumes de ventes ne sont pas réalistes.

2.2.4. Conclusion sur les coûts hors approvisionnement à prendre en compte dans les tarifs réglementés au 1^{er} juillet 2014

Compte-tenu des éléments qui précèdent, la CRE considère qu'une évolution des tarifs réglementés de Régiongaz au 1^{er} juillet 2014 est nécessaire afin de traduire l'évolution de ses coûts hors approvisionnement, notamment s'agissant des coûts d'infrastructure.

III. Conclusions

A l'issue de ces travaux, la CRE conclut qu'elle n'a pas identifié d'écart significatif entre coûts estimés dans les tarifs et coûts supportés en 2013.

S'agissant des coûts d'approvisionnement, la CRE n'a pas relevé d'éléments susceptibles de justifier une révision de la formule tarifaire au 1^{er} juillet 2014. Au cours du 2nd semestre 2014, il conviendra cependant d'analyser la pertinence d'une révision de la formule.

S'agissant des coûts hors approvisionnement, la CRE considère qu'une évolution des tarifs réglementés de vente de Régiongaz, qu'il conviendra de déterminer d'ici au 1^{er} juillet 2014, est nécessaire afin de traduire l'évolution de ses coûts.